



**CONVENTION**  
**DE SOUTIEN A LA POLITIQUE DE LA RESERVE MILITAIRE**  
**ENTRE**  
**LE MINISTERE DE LA DEFENSE**  
**ET**



**Références :**

- Code de la défense, partie 4, livre 2
- Code du travail, articles L.3142-65 à L.3142-69

## **PREAMBULE :**

### **Entre les soussignés :**

L'Etat, représenté par le Ministère de la défense, ci-après dénommé "le ministère de la défense",  
d'une part,

et

La Communauté d'Agglomération Dracénoise dont le siège social est situé Square Mozart BP 129 - 83004 Draguignan Cedex, représentée par Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député, Président de la Communauté d'Agglomération, d'autre part, ci-après dénommé "l'entreprise";

### **après qu'il a été exposé les points suivants,**

Les renforts nécessaires aux armées professionnalisées sont fournis par la réserve opérationnelle, composée de volontaires ayant souscrit un contrat d'engagement à servir dans la réserve (ESR).

L'emploi de ces réservistes au sein des forces armées reste toutefois subordonné à un certain nombre de contraintes qui limitent leur disponibilité, aussi bien en termes de réactivité que de durée d'activité. La politique contractuelle engagée par le Ministère de la défense vise donc à réduire ces contraintes tout en prenant en compte les impératifs économiques et professionnels des employeurs privés et publics.

### **il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## **ARTICLE PREMIER**

La présente convention a pour objet, d'une part, de constater le soutien de l'entreprise à la politique de la réserve militaire par l'aménagement des conditions de travail de ses personnels ayant la qualité de militaire réserviste, d'autre part, d'instaurer un climat de confiance, reposant sur le dialogue et la concertation, entre l'Entreprise et le Ministère de la défense.

Toute évolution de la loi ou de la réglementation en vigueur, notamment dans le cas de l'adoption de mesures incitatives favorables aux employeurs privés et publics, pourra entraîner une modification des termes de la présente convention.

## ARTICLE 2

### ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

L'entreprise s'engage à soutenir la politique de la réserve militaire et à favoriser la mise en œuvre du Code de la défense, partie 4, livre 2.

L'entreprise s'engage à informer l'ensemble de ses salariés des droits et des obligations dont bénéficient les salariés militaires réservistes au titre de la présente convention.

**IMPORTANT : L'entreprise désigne un "réfèrent-défense" et s'engage à fournir le nom et les coordonnées de celui-ci à son interlocuteur désigné par le Ministère de la défense ainsi que tous renseignements utiles à la présente, conformément à l'annexe jointe. A chaque changement de référent, l'Entreprise préviendra par tout moyen le CSRM pour modification.**

L'entreprise s'engage à ce qu'aucune décision défavorable, de quelque nature que ce soit, ne soit prise à l'égard de ses salariés au seul motif de leur participation à des activités dans la réserve militaire.

L'entreprise s'engage, à l'égard de ses salariés ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle, à favoriser la mise en œuvre du code de la défense comme suit :

#### **2.1. Accomplissement des activités de réservistes pendant la durée du contrat de travail**

##### **2.1.1. Durée d'accomplissement des périodes de réserve opérationnelle**

L'article L.4221-4 du code de la défense autorise de plein droit l'accomplissement des activités de réserviste à concurrence de 5 jours par an. L'Entreprise consent à étendre la durée maximale dudit article L.4221-4 du code de la défense dans la limite de 30 jours par an.

##### **2.1.2. Préavis pour effectuer une activité entrant dans le cadre défini ci-dessus.**

Pour l'application de l'article L.4221.-4 alinéas 1 et 2 du Code de la défense, l'Entreprise consent à ce que ses salariés réservistes bénéficient de délais maximum de préavis dans les conditions suivantes :

- période de 1 jour d'absence : 2 semaines ;
- période de 2 à 15 jours d'absence : 3 semaines ;
- période de 15 à 30 jours d'absence : 4 semaines.

##### **2.1.3 Clause de réactivité**

L'article L.4221-4 alinéa 3 du Code de la défense prévoit que le Ministre de la défense peut, lorsque les circonstances l'exigent, demander par arrêté aux réservistes ayant souscrit spécialement dans leur contrat d'engagement à servir dans la réserve (ESR) une clause de réactivité, de rejoindre rapidement leur organisme militaire de rattachement. Conformément à l'article L.4221-1, l'employeur du réserviste doit avoir consenti la mise en œuvre de ladite clause de réactivité.

Pour répondre à cette mesure spécifique, l'Entreprise donne son accord à la stipulation d'une clause de réactivité dans les ESR de ses salariés réservistes militaires.

Les intéressés informent alors leur employeur de la mise en œuvre de ladite clause de réactivité 7 jours au moins avant qu'ils ne rejoignent leur organisme militaire de rattachement. Une copie de l'arrêté prévu à l'article L.4221-4 alinéa 3 est alors communiquée par le salarié réserviste militaire à son employeur.

## **2.2 Salaires**

Pour soutenir l'engagement de ses salariés au profit de la défense, l'Entreprise s'engage à maintenir l'intégralité de leur rémunération pendant leurs activités dans la réserve opérationnelle.

# **ARTICLE 3**

## **ENGAGEMENTS DU MINISTERE DE LA DEFENSE**

Le Ministère de la défense prend acte de la contribution de l'Entreprise au développement de l'esprit de défense, reconnaît son engagement en faveur du renforcement du lien entre la Nation et ses armées, et s'engage sur les points suivants.

### **3.1. Attribution de la qualité de « Partenaire de la défense nationale »**

L'Entreprise peut bénéficier par arrêté ministériel de la qualité de « Partenaire de la défense nationale » dans les conditions de l'article L.4211-1-IV, dernier alinéa, du Code de la défense. Le logo "Partenaire de la défense nationale" peut être utilisé par l'Entreprise sur ses documents et supports pendant la durée de la présente convention dans le respect de la loi et de la réglementation en vigueur.

### **3.2. Autres engagements**

Les mesures suivantes sont prises au bénéfice de l'Entreprise :

Le référent-défense de l'entreprise est un interlocuteur privilégié du Ministère de la défense et est systématiquement destinataire des informations du CSRSM élaborées au profit des entreprises partenaires (newsletter).

Par ailleurs, le CSRSM et la DICOD peuvent mener des opérations de communication au sein des armées et des services ainsi qu'auprès de la Direction générale pour l'armement (DGA) pour faire connaître le présent partenariat.

Selon les disponibilités, les mesures suivantes peuvent être prises à l'intention de l'entreprise :

- Inscription de responsables de l'entreprise à des sessions de sensibilisation à l'intelligence économique ;
- Envoi au référent-défense de l'entreprise de publications de la Délégation à l'information et à la communication de la défense (DICoD)
- Envoi au référent-défense de l'entreprise de la Newsletter du CSRM ;
- Accès au prix de la réserve militaire.

### **3.3 Information**

Le Ministère de la défense s'engage sur demande de l'Entreprise :

- à lui fournir une information autorisée sur l'évolution de la politique de défense et sur les besoins des armées ;
- à répondre favorablement à ses attentes en ce qui concerne la reconversion des militaires et l'emploi de leurs conjoints en la mettant en rapport avec les contacts adéquats du ministère de la défense.

### **3.4. Formation**

Le Ministère de la défense étudie avec l'Entreprise si des possibilités existent pour qu'une formation militaire transposable et adaptée aux besoins de l'Entreprise puisse être délivrée à ses salariés réservistes opérationnels.

### **3.5. Communication**

L'Entreprise peut, le cas échéant, publier en externe un communiqué de presse relatif à la signature de la présente convention. Le principe et le contenu du communiqué sont subordonnés au contrôle et à l'agrément du Ministère de la défense.

Des témoignages sur la vie doublement citoyenne des personnels concernés, avec leur accord exprès, peuvent être sollicités de part et d'autre.

L'Entreprise peut librement communiquer en interne sur les actions menées dans le cadre de la présente convention.

## **ARTICLE 4**

### **DUREE-RESILIATION**

#### **4.1. Durée**

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par le Ministère de la défense. Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction dans la limite de cinq ans. Elle peut être renouvelée par avenant. L'échéance de la présente convention, en cas de non renouvellement, entraîne la perte de la qualité de partenaire de la défense.

#### **4.2. Résiliation**

La présente convention peut être résiliée par l'Etat avant le terme prévu, soit pour une inexécution par l'entreprise de l'une quelconque de ses obligations, soit pour des motifs légitimes ou d'intérêt général.

Cette résiliation peut entraîner le retrait de la qualité de "Partenaire de la défense nationale", par arrêté du Ministre de la défense.

Fait à  
le

Pour l'entreprise,  
M.Olivier AUDIBERT-TROIN  
Député  
Président de la Communauté  
d'Agglomération Dracénoise

Fait à ,  
le

Le Ministre de la défense

**ANNEXE A LA CONVENTION**  
**Communauté d'Agglomération Dracénoise**  
**A REMPLIR PAR L'ENTREPRISE**

**DIRIGEANT :**

Nom, prénom du dirigeant de l'entreprise :

Fonction du dirigeant de l'entreprise :

Grade et armée (si réserviste)

TPH :

MAIL :

**REFERENT DEFENSE :**

Nom du Référent défense de l'entreprise :

Fonction du référent défense de l'entreprise :

Grade et armée (si réserviste)

TPH :

MAIL :

**ENTREPRISE :**

N° RCS OU SIREN/SIRET :

SECTEUR D'ACTIVITE ET ACTIVITE DE L'ENTREPRISE :

TYPE D'ENTREPRISE :

EFFECTIFS :

SECTEUR DEFENSE : (OUI / NON)

NB DE RESERVISTES :

☐ IDENTIFIES :

- ESTIMES :

Document à faire suivre au Conseil supérieur de la réserve militaire à chaque changement d'information à l'adresse suivante : CSRM – 14 rue st-dominique – 75700 PARIS SP 07 ou par mail : [contact.csrn@defense.gouv.fr](mailto:contact.csrn@defense.gouv.fr)

**ANNEXE A LA CONVENTION**  
**Communauté d'Agglomération Dracénoise**

**DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE :**

Secteur d'activité de l'entreprise :

Avez-vous des intérêts avec la Défense ?

Pourquoi souhaitez-vous vous engager dans cette convention de partenariat avec la défense ?